

CLAUDE HABIB

**LE PRIVÉ
N'EST PAS
POLITIQUE**

**histoire
politique
société**

le débat

Gallimard

CLAUDE HABIB

**LE PRIVÉ
N'EST PAS
POLITIQUE**

**histoire
politique
société**

le débat

CLAUDE HABIB

LE PRIVÉ
N'EST PAS
POLITIQUE

le débat

Gallimard

PREMIÈRE PARTIE

LES CONDITIONS DE L'UNION

1

Travail et désinvestissement

Défendre en même temps la justice et les vertus de l'intimité est la tâche de la prochaine génération de théoriciens politiques.

MICKAEL WALZER

Le passage de la retraite à soixante-quatre ans a donné lieu en France à une résistance massive, souvent spectaculaire, parfois violente. Les manifestants proclamaient leur refus de perdre deux ans de vie, comme si le temps passé au travail était irrémédiablement perdu, un temps de vie volé par la société à l'individu : une mortification doublée d'une extorsion. Cette opposition de la vie vécue à la vie perdue paraît témoigner d'un attachement général à la vie privée aux dépens de la vie professionnelle, comme si un basculement avait eu lieu dans l'ordre des priorités. Ce qui importe à chacun, ce n'est plus le travail et l'accomplissement de soi qu'il permet, ce serait désormais la part de la vie en marge du travail, comme si c'était seulement hors de l'emploi qu'on avait une chance d'être soi.

Naguère, au moins pour les hommes, la nécessité du travail ne faisait aucun doute : il fallait travailler parce qu'un homme devait gagner le pain de sa famille. La vie affective et sexuelle était tributaire

de l'emploi : en ce sens, elle était secondaire. Ce n'est pas que les hommes y attachaient moins de prix. Ils y attachaient certainement des sentiments variables, et pouvaient, tout comme aujourd'hui, tenir un peu, beaucoup, passionnément à leur famille. Mais l'entrée sur le marché du travail était le préalable à la vie familiale, et non l'inverse. C'est pourquoi, dans l'ordre des priorités, le travail passait avant la vie affective : il en était la condition. Pour contester cette hiérarchie, il faut renverser la perspective, et soutenir que cette condition préalable n'était que le moyen d'accéder à la vie de famille, laquelle demeurerait pour chacun le véritable but de l'existence. La vie privée – essentiellement passionnelle, c'est-à-dire passive – serait ainsi le cœur de la vie professionnelle, par nature active. On ne s'investirait dans le monde du travail, on ne participerait à l'affairement général que pour ces plages de temps où se joue l'essentiel – le temps d'aimer et de souffrir, le temps de sentir et de subir le temps qui passe : le temps de vivre.

Est-il possible de trancher entre ces deux positions ? Entre l'occupation professionnelle, qui représente l'engagement social de chacun, et la vie personnelle, qui s'y soustrait, il n'est guère possible de déterminer ce qui importe le plus. Dans l'insociable sociabilité humaine, tantôt l'un, tantôt l'autre prédomine. Cela dépend sans doute des caractères ; certains s'épanouissent davantage dans l'action collective, d'autres dans le retrait privé. Ces préférences varient aussi au cours de l'existence, au gré des aubaines et des malchances dans l'un et l'autre domaine. Normalement la vie professionnelle suspend la vie privée (on lui ménage une place discrète, quasiment citationnelle : la photo des enfants sur l'écran d'accueil). Idéalement la vie privée suspend les tensions et les soucis professionnels : la maison délasse du bureau, qui change de la maison. Lorsque les deux se mêlent, ils se polluent réciproquement. L'idéal est de maintenir

entre les deux un entrelacs sans confusion, et cela est vrai même pour les couples qui travaillent ensemble, dans le commerce, l'artisanat ou la restauration : il faut être tout entier au travail et tout entier à la maison. Comme dans les illusions d'optique qui jouent sur le rapport de forme à fond, tantôt un aspect apparaît, tantôt l'autre. On ne voit pas les deux en même temps.

Au temps où l'horizon n'était pas plombé comme il l'est aujourd'hui par l'éco-anxiété, la perspective d'une carrière allait de soi : on entrait dans un métier avec ses aléas et ses incertitudes, mais on y entrait dans l'espoir de progresser, c'est-à-dire d'y manifester ses talents, de les faire reconnaître et rémunérer à proportion de leur valeur. C'est dans l'arène professionnelle qu'on pouvait se révéler et faire reconnaître qui on était. Y entrer, c'était, et c'est toujours se mettre à prix. Toute réussite professionnelle a donc aussi une dimension d'affirmation personnelle. Sauf dans les carrières de fonctionnaire, où l'avancement à l'ancienneté étouffe l'ambition, une augmentation de salaire traduit l'estime d'autrui. Toute réussite résulte de la considération, qu'elle attire en retour. Cela forme un cercle, vertueux selon les bénéficiaires, odieux du point de vue des laissés-pour-compte. Les perdants, les vaincus, les non-promus dénoncent inlassablement la concentration des avantages : l'argent va à l'argent, il pleut toujours où c'est mouillé... Cette impression d'injustice peut être vécue sur le mode de la colère ou de la résignation, mais il s'agit là de sentiments seconds. Sur la ligne de départ, c'est-à-dire avant d'éprouver aucun ressentiment, chacun espère faire valoir ses atouts.

On peut objecter qu'au bas de l'échelle, dans les métiers les plus ingrats, le rêve de progresser n'a pas sa place : une telle perspective est absente ou illusoire, et l'ambition se borne à boucler les fins de mois. Éviter ou minimiser les occasions d'humiliation, c'est tout ce qu'on

escompte dans ces cas. Non pas se faire valoir, faire profil bas. Quand on ne voit pas plus loin que la survie au jour le jour, il n'y a aucune chance qu'une dimension personnelle apparaisse et se déploie à l'occasion des tâches en cours. Cela fait qu'on rencontre dans le monde du travail une espèce de désinvestissement qui touche à la dépression.

Cela ne remet pas en cause le fait que, pour la plupart, la vie professionnelle soit, comme son nom l'indique, vivante : chacun s'y oriente, cherchant un domaine où il puisse espérer trouver sa place, puis l'accroître. Chacun met en avant le service qu'il rend à la communauté – la société qui l'emploie, ou la société dans son ensemble. Mais, derrière le service de la communauté, l'expansion de soi est bien l'effet qu'on cherche et qu'on peut espérer de son travail.

La machine se grippe chaque fois qu'on acquiert l'impression, à tort ou à raison, qu'on ne travaille pas pour soi, mais pour autrui. C'est le sentiment, ou la perception, de l'exploitation qui entraîne le dégoût du travail. L'employeur devient un adversaire qu'il faut neutraliser à la loyale, par les voies syndicales quand c'est possible, ou dans le cas inverse qu'il faut berner dès que l'occasion se présente. Avec le goût du travail disparaît la moralité au travail. Tout est permis, dès lors qu'on a l'impression de travailler pour un profiteur et non pour soi, et dans le pire des cas de travailler à mort, c'est-à-dire d'œuvrer à sa propre mort.

Les accidents et les maladies du travail donnent corps à ce risque terrifiant : non pas travailler pour vivre, mais se tuer au travail. Les cas emblématiques de la silicose chez les mineurs, ou du mésothéliome de la plèvre chez les travailleurs de l'amiante prouvent que ces craintes ne sont pas des fantasmes d'extrémiste. Il peut s'agir d'une mort lente. Perdre sa vie à la gagner, la formule n'est malheureusement pas toujours une hyperbole. C'est ce qu'atteste aussi, de manière globale,

le fait que l'espérance de vie soit moindre chez les ouvriers que chez les cadres et les professions libérales.

Reste que ce n'est pas l'effort en soi qui décourage, mais l'effort au détriment de soi. Tous ceux qui visent l'excellence se soumettent à des horaires de travail qui, de l'extérieur, paraissent inhumains. Les solistes, les entrepreneurs, les sportifs de haut niveau vont au bout de leurs forces. Leurs efforts les exaltent plutôt qu'ils ne les épuisent. Pourquoi donc, si ce n'est parce qu'ils ont le sentiment de travailler pour eux-mêmes, souvent accompagnés par une équipe qui les entraîne et les soutient ? Ils sont le but de leurs propres efforts, et nul ne peut les en déposséder, s'ils triomphent : nul ne leur volera la médaille, la place sur le podium, le disque d'or. Ceux-là ont le sentiment d'agir pour eux-mêmes. Ils sont les acteurs de leur propre vie, et non les figurants du scénario d'autrui. Même le risque de mourir à la tâche n'arrête pas : on voit des cyclistes se ruiner la santé dans des entraînements déments, et ne pas reculer devant le dopage, toujours fustigé comme une triche à l'égard des concurrents, mais qu'il faut aussi considérer en soi, du point de vue du sportif que le désir de se dépasser pousse à l'atteinte de son propre corps. La drogue de performance est le contraire de la drogue hédoniste, même si les effets se ressemblent à la longue. Dans certaines disciplines, l'espérance de vie des sportifs de haut niveau est plus basse encore que celle des ouvriers.

C'est une banalité : la motivation seule importe. Elle est souvent liée à l'espoir d'exceller, mais pas exclusivement. Le sentiment de faire sa volonté suffit, un sentiment qui naît parfois de manière oppositionnelle, du simple fait de contrarier l'entourage. C'est le ressort du caprice : je découvre ce que je veux au fait que tu ne le veuilles pas. Ta résistance est ce qui suscite ma volonté. Un mari paresseux, qui pour rien au monde ne passerait l'aspirateur, peut

arpenner les plages à l'aide d'un détecteur de métaux, ce qui n'est pas moins fatigant, ni moins ennuyeux. Il trouve son compte dans l'espoir du gain et l'affirmation de sa liberté.

Le désinvestissement du travail s'est manifesté spectaculairement après la fin des confinements, soit par la démission du travail antérieur, soit par la formulation d'exigences nouvelles, qui semblaient exorbitantes aux employeurs : davantage de pauses, des horaires aménagés, le maintien en télétravail après la fin de la pandémie. Et des hausses de salaire, et la semaine de quatre jours... Tout se passe comme si la longue parenthèse des confinements avait réactivé une conception adolescente de l'existence : vivre sa vie redevient le seul objectif. Par rapport à cette aspiration individualiste, s'échiner pour rester dans la norme n'a pas de sens : au contraire, rester dans le moule est presque une faute morale.

Perdre son boulot était une crainte diffuse dans la France du chômage de masse. Quitter le taf devient un motif de fierté, une sortie du placard à poster sur Facebook. C'est un effet libérateur des réseaux sociaux, dont l'influence s'accroît au détriment de la sphère privée, qu'ils pénètrent et qui se lézarde à leur contact immatériel. Qui peut se targuer de savoir ce qui est bon pour moi ? Au jugement des personnes présentes dans l'entourage immédiat s'ajoute – et bien souvent se substitue – l'approbation de *followers* lointains. La plupart du temps, les proches pesaient dans un sens conservateur. Les petits pouces levés contribuent donc à l'allègement de l'existence : grâce à eux, repousser les corvées n'est pas seulement envisageable, c'est immédiatement gratifiant.

Peut-être ne faut-il pas s'obnubiler sur les démissions répercutées, donc amplifiées, par Internet. Derrière les mises en scène du cran ou du cool, les fondamentaux demeurent en place. La plupart des gens admettent que la nécessité a ses rigueurs, et jugent qu'il est infantile

de prétendre se faire indéfiniment dorloter, comme si la société devait à chacun le gîte et le couvert. L'inverse est vrai. Nous devons fournir un travail parce que nous avons une dette envers la société. Nous n'avons pas fauché le blé, ni pétri le pain que nous mangeons, nous n'avons pas élevé les murs des maisons que nous habitons, ni tissé les draps dans lesquels nous dormons. D'autres l'ont fait pour nous. Celui qui refuse de prendre sa part, par un travail rémunéré, c'est-à-dire inscrit dans la division du travail, ne revendique pas le droit de vivre, mais d'abuser. Tel était déjà le raisonnement de Rousseau dans *Émile*, quand il enjoint à son élève d'apprendre un métier : « Celui qui mange dans l'oisiveté ce qu'il n'a pas gagné lui-même le vole ; et un rentier que l'État paye pour ne rien faire ne diffère guère, à mes yeux, d'un brigand qui vit aux dépens des passants. Hors de la société, l'homme isolé ne devant rien à personne, a le droit de vivre comme il lui plaît ; mais dans la société, où il vit nécessairement aux dépens des autres, il leur doit en travail le prix de son entretien. Cela est sans exception¹. »

Donc le travail est nécessaire, qui cherche à s'en exempter adopte une position aristocratique, c'est-à-dire injuste. Si indiscutable soit-il, le travail doit être protégé des exactions des puissants. Rousseau a en tête les impôts exorbitants qui écrasent à l'époque la paysannerie française. Le cultivateur, parce qu'il est attaché à sa terre, est toujours susceptible d'être opprimé au moyen de son champ, tandis que l'aristocratie en est largement exemptée. Aujourd'hui, on peut penser aux profits démesurés des plates-formes qui échappent à la taxation. Certains économistes imputent le rejet de l'emploi à la trop faible rentabilité actuelle du travail : quand le salaire ne permet plus d'accéder aux marqueurs de l'indépendance, notamment à la propriété du logement avant trente-cinq ans, le salarié perd le sentiment de travailler pour lui-même et pour sa famille.

On ne fait pas d'enfant si l'on n'a pas de toit. S'il est vrai que la crise du logement ne favorise pas la constitution des familles, inversement, la crise de la famille contribue à la raréfaction des logements. En effet, les divorcés ont besoin de deux fois plus de surface pour que l'un et l'autre parents puissent, tour à tour, accueillir leurs enfants, de sorte que la dissolution des anciens couples pèse négativement sur la formation de nouvelles familles, les divorcés occupant les logements disponibles, cependant que les jeunes couples ajournent leur désir d'enfant faute de trouver à se loger.

Il est possible que l'apathie au travail soit la conséquence des trop faibles revenus qu'on en tire. Il est possible aussi que cette insuffisance explique la difficulté croissante d'édifier, sur un fondement si médiocre, une vie familiale comparable à celle des générations antérieures. Indépendamment du facteur économique, cette vie sera forcément différente, du fait que la notion de chef de famille a perdu une part de son sens, sinon tout son sens. Marcel Gauchet l'a formulé clairement : « La famille n'est plus une institution dans la rigueur du terme, dont le père serait le "chef". Elle est une association privée de personnes en vue de leur épanouissement affectif². »

Le travail féminin, qui s'est généralisé dans les pays occidentaux au nom de l'indépendance des femmes, profite aussi à l'économie familiale, du moins tant que le couple ne divorce pas. On a même soupçonné que la baisse relative des rémunérations, dans les classes défavorisées, était liée au travail féminin dans la mesure où un homme marié peut désormais se contenter de la paye qui convenait naguère à un célibataire – à condition, bien sûr, que son épouse travaille, fût-ce à temps partiel.

Dans bien des cas, le second salaire est devenu indispensable à la bonne marche du foyer. C'est grâce à cet apport que le revenu global

du ménage se maintient, tandis que les salaires individuels stagnent ou diminuent relativement à l'enrichissement moyen. L'entrée des femmes dans la vie active aurait donc permis au patronat des économies substantielles. On retrouve ici le raisonnement marxiste, selon lequel le salaire correspond à ce qui est nécessaire pour réparer la force de travail, et pas au-delà. L'hypothèse est que les salaires s'établissent de façon non seulement à avantager l'employeur, mais encore à maximiser son avantage, juste en deçà du point de rupture. Mais la notion de « réparation de la force de travail » n'est pas totalement convaincante quand il s'agit pour l'employé d'emmener les enfants à Disneyland ou de régler l'abonnement Netflix.

1. Rousseau, *Émile*, Livre III, *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, « La Pléiade », 1969, t. IV, p. 470.
2. Marcel Gauchet, « La domination masculine est morte », *Le Monde*, 11 septembre 2018.

© *Éditions Gallimard, 2024.*

CLAUDE HABIB

**LE PRIVÉ
N'EST PAS
POLITIQUE**

L'époque est si étrange qu'un truisme peut passer pour une provocation.

Du fait que les droits des femmes sont de mieux en mieux assurés à l'extérieur, dans le monde professionnel et la vie politique, la séparation du public et du privé se voit mise en accusation, comme si les murs du foyer servaient d'ultime rempart à la domination masculine. Le travail domestique et les soins aux enfants sont dénoncés comme une injustice. Pire encore, le privé apparaît comme un réservoir de sévices : coups, viols, incestes et féminicides remplissent l'actualité.

Claude Habib soutient pourtant le besoin vital de cette séparation, et justifie le surinvestissement féminin dans la création et l'entretien d'un intérieur. Car l'intérieur est la condition de l'intimité. Les murs ont pour rôle de protéger la vulnérabilité humaine : la faiblesse de chacun, le flottement des sentiments, l'inexpérience de l'enfance. Même si l'effort d'aménager l'intérieur et d'assurer le quotidien peut tourner à

la corvée, il ne relève pas de l'exploitation. La formation du foyer est d'abord l'exercice d'une puissance : celle de façonner un monde à l'usage de soi et des siens.

Claude Habib est l'auteure dans la même collection de La Question trans

TABLE DES MATIÈRES

Couverture

Titre

Première partie. Les conditions de l'union

1. Travail et désinvestissement

Copyright

Présentation

Achevé de numériser

Cette édition électronique du livre
Le privé n'est pas politique de Claude Habib
a été réalisée le 16 juillet 2024
par les [Éditions Gallimard](#).

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782073082053 - Numéro d'édition : 640351)
Code produit : Q09468 - ISBN : 9782073082060.
Numéro d'édition : 640352

Le format ePub a été préparé par [PCA](#), Rezé.